

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur - Fraternité - Justice

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire



Projet d'appui au Développement et à l'Innovation du Secteur Agricole en Mauritanie

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° 15/CPMP/MASA/PADISAM/2025

1. Cette sollicitation de manifestations d'intérêt fait suite à l'avis général de passation des marchés publié le 30 juillet 2025.
2. Le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie a obtenu un crédit de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour financer le Projet d'appui au Développement et d'Innovation du Secteur Agricole en Mauritanie et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre du Contrat « **Recrutement d'une firme pour la revue de la Stratégie du Développement du Secteur Rural et l'élaboration d'un Plan National d'Investissement et de Développement Agricole PNIDA 2026 - 2031** ».
3. L'objectif général de cette étude est de procéder à une évaluation du Plan National de Développement Agricole (PNDA) de tirer les leçons et expériences de la mise en œuvre de la SDSR et de formuler un nouveau Plan National d'Investissement et de Développement Agricole (PNIDA 2026/2031) en tenant compte, d'une part, des diagnostics, conclusions et recommandations des études et investigations antérieures et, d'autre part du contexte actuel et des perspectives de développement en plénitude du secteur agricole et de la souveraineté alimentaire. **Pour plus de détails il est vivement conseillé de voir les termes de référence (TDR) détaillés de la mission qui sont ci-jointes.**
4. Les prestations seront confiées à une firme ayant une expérience avérée dans le domaine de l'élaboration des stratégies de développement.
5. La Cellule de Coordination du Projet PADISAM invite les Consultants (Firmes) éligibles à manifester leur intérêt pour fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir un dossier présentant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services. Les consultants peuvent s'associer, pour améliorer leurs qualifications.

6. Les critères de présélection porteront sur l'activité principale et les années d'expérience, l'expérience pertinente, les capacités techniques et managériales de la firme. Les manifestations d'intérêt seront évaluées sur la base de la grille ci-après :

- Capacité technique et managériale de la firme ou du groupement (moyens humains, matériel et logistiques) : **10 points**
- Expérience générale (missions dans divers domaines) : **30 points**
- Expérience spécifique (les stratégies de développement, la planification l'organisation des filières agricoles, les plans de développement agricole, les aménagements hydro agricoles, l'irrigation, l'étude foncière, le crédit agricole, le conseil et la formation des organisations paysannes, etc.....) : **60 points**

7. Le consultant retenu pour cet AMI aura à mobiliser une équipe comprenant :

- 1) **Un expert économiste et financier, Chef de mission, spécialiste des Stratégies de Développement**, des plans d'investissement et de Développement ayant une expérience d'au moins 20 ans dans le domaine des fondements, axes et orientations stratégiques d'Investissements et de Développement, notamment, dans le domaine Agricole.
- 2) **Ingénieur agroéconomiste**, spécialiste en planification dans le domaine du Développement et de la planification agricole et rurale et ayant une expérience de plus de dix ans avec une bonne maîtrise de « l'approche systémique » et familier avec l'organisation des filières agricoles et l'élaboration de stratégies et de plan de développement agricole ;
- 3) **Un Expert Juriste foncier** disposant d'une longue expérience de plus de 20 ans dans le domaine et spécialiste des aspects juridiques, de décentralisation, de problématique foncières, de gestion, de sécurisation et de tenure foncière agricole;
- 4) **Un ingénieur du génie rural** disposant d'une expérience avérée d'au moins dix ans dans le domaine des aménagements hydro-agricoles, de construction de barrages et d'ouvrages de retenue des eaux, de l'irrigation, etc.,
- 5) **Un Agronome** spécialiste en développement agricole avec une expérience d'au moins dix ans dans la mise en valeur et la diffusion de bonnes pratiques permettant d'améliorer la productivité agricole de manière durable;
- 6) **Un socio économiste** spécialisé dans le domaine, notamment, pour les aspects humains du développement agricole avec une expérience d'au moins dix ans pour tous les aspects liés à la sécurisation foncière, le crédit agricole et la formation des organisations paysannes
- 7) **Un environnementaliste**, disposant d'une expérience de 10 ans dans le domaine de la planification stratégique, cela pour que la composante environnementale soit un élément clé garantissant la durabilité des plans d'actions déclinés du PNIDA.
- 8) **Un spécialiste en suivi évaluation** et en statistiques agricoles avec une expérience d'au moins cinq ans dans la gestion des bases de données et de la diffusion des informations et des connaissances et familiarisé dans la transformation numérique du secteur agricole

Le personnel ne sera pas évalué à cette étape néanmoins la CPMP_MASA se réserve le droit de demander les CV's au bureau retenu.

8. La durée totale du contrat pour cette mission est de 4 mois, à compter de la date de notification du contrat.
9. Un consultant (Firme) sera sélectionné suivant la méthode de la Banque mondiale basé sur la Sélection Qualité - Coût ou Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (**SFQC**), en conformité avec le **Règlement de Passation des marchés dans le cadre du financement de projets d'investissement par la Banque Mondiale, édition du 1^{er} juillet 2016 (versions révisées en novembre 2017 et en août 2018) de la Banque Mondiale (intitulé « le Règlement de passation des marchés »).**

10. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous de 9 h à 16 h GMT du lundi au jeudi et de 9 h à 12 h le vendredi :
Madame la Coordonnatrice par intérim du Projet PADISAM/ Nouakchott, Mauritanie par email : khadijetou.diop@gmail.com avec copie au président de la CPMP_MASA : drimed182@gmail.com / Tél : + 222 22 35 11 76 ou 20 10 07 83, sybase_99@yahoo.fr,
11. Le dossier doit être présenté en français et doit porter la mention suivante : « **Manifestation d'intérêt portant sur « Recrutement d'un consultant pour la revue de la Stratégie du Développement du Secteur Rural et l'élaboration d'un Plan National d'Investissement et de Développement Agricole PNIDA 2026 - 2031 »** » et qui comprendra :
- Une lettre de Manifestation d'intérêt ;
 - Une présentation de la firme ou du groupement y compris son organisation managériale
 - Une liste des expériences générales et spécifiques précisant la nature des activités réalisées ;
 - Les attestations de bonne fin délivrées par les clients **et toute expérience non attestée ne sera pas prise en considération** ;
 - Un acte de groupement (conjoint et solidaire), le cas échéant ;
 - Les attestations du Registre de Commerce, des impôts et de la CNSS pour les bureaux nationaux
 - Les attestations du Registre de Commerce et de Non faillite pour les bureaux étrangers.
12. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées en version papier et en version électronique sur Clé USB à l'adresse ci-dessous au plus tard le **1^{er} Septembre 2025 à 12 h 00 GMT** en **4 copies** dont une copie originale à l'adresse ci-dessous :

Commission de passation des marchés publics du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (CPMP/MASA) - Avenue Moctar Ould Daddah au niveau du 2^{ème} étage de l'immeuble Mouna.

Wilaya : Nouakchott - Ouest

Commune : Teveragh Zeina

Ville : Nouakchott

Pays : Mauritanie

La Coordonnatrice par intérim

Khadijetou DIOP

Annexe

**Direction de la Planification, des Statistiques, de la Coopération
Et du Suivi-Evaluation (DPSCSE)**

Termes de Référence pour la revue de la Stratégie du Développement
du Secteur Rural et l'élaboration d'un Plan National d'Investissement
et de Développement Agricole (PNIDA) 2026 - 2031

Juillet 2025

I. Contexte et Justification

La Stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR) a été élaborée en octobre 2012 et validée par le Gouvernement en début 2013. De cette stratégie, qui prend en compte les orientations de la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire, a été déclinée une loi d'orientation agro pastorale, et plus tard en 2015, un Plan National de Développement Agricole (PNDA) 2015-2025.

Depuis son élaboration, la SDSR n'a pas fait l'objet d'une évaluation approfondie. Or cet exercice est périodiquement nécessaire pour s'assurer qu'elle a été effectivement mise en œuvre, de pouvoir vérifier la pertinence des choix stratégiques retenus et les réactualiser pour être en phase par rapport aux préoccupations que pose le développement du secteur agricole.

Par ailleurs, et malgré les innovations proposées par la SDSR et son PNDA, on n'est pas parvenu à ce que le secteur agricole s'ancre véritablement dans la sphère économique et sociale des pauvres tout en participant concrètement à la croissance économique du pays. Cependant, il est à noter les nettes améliorations en matière de productivité agricole et de couverture des besoins spécialement en riz et certaines spéculations maraîchères. Une évaluation de la SDSR et des résultats atteints par le PNDA 2015/2025 pour permettre de formuler un nouveau plan national d'investissement et de développement agricole qui consolidera ces acquis et les mettra à l'échelle en les étendant à d'autres filières et thématiques prenant en considération les aspects de diversification, transformation, conservation et de mécanisation et de transformation numérique du secteur en vue de l'atteinte des objectifs d'atteinte de souveraineté alimentaire du pays .

Ainsi, des business plans prenant en compte tous les aspects liés à ces thématiques seront tracés par filière selon les avantages comparatifs et les potentialités de chaque région et un schéma institutionnel sera connu et mis en place pour une mise en œuvre effective du Plan National d'Investissement et de Développement Agricole.

Etant donné que le cycle de programmation stratégique prend fin en 2025, et dans l'objectif de disposer à temps d'un référentiel stratégique et d'en décliner un plan national d'investissement et de développement agricole quinquennal décliné du Programme de Monsieur le Président de la République

- **Mon Ambition pour la Patrie** -, qui consolide les acquis de la mise en œuvre du Programme présidentiel Taahoudati et qui prend en compte les défis imposés par les changements climatiques, les enjeux et défis régionaux et mondiaux et leurs impacts sur les chaînes de valeur agricoles. Ainsi, le Plan de Développement durable et inclusif devra être cohérent avec les priorités nationales en matière de souveraineté alimentaire, de lutte contre la pauvreté et de création d'emplois.

C'est ainsi que le Département compte procéder à la définition d'un nouveau Plan National d'Investissement et de Développement Agricole prenant en considération les priorités définies par les pouvoirs publics et les engagements sous régionaux et internationaux de la Mauritanie en matière de Développement durable de l'Agriculture (Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) plus spécifiquement la déclaration de Kampala de Janvier 2025, l'Agenda 2030 de développement durable adopté le 25 septembre 2015 par les Nations-Unies et la vision 2063 de l'Union africaine en matière de développement économique et social). Les présents TDRs définissent le contour des thématiques à prendre en considération dans le cadre de cette prestation.

II. Objectifs de l'étude

Objectif général :

L'objectif général de cette étude est de procéder à une évaluation du Plan National de Développement Agricole (PNDA) de tirer les leçons et expériences de la mise en œuvre de la SDSR et de formuler un nouveau Plan National d'investissement et de Développement Agricole (PNIDA 2026/2031) en tenant compte, d'une part, des diagnostics, conclusions et recommandations des études et investigations antérieures et, d'autre part du contexte actuel et des perspectives de développement en plénitude du secteur agricole et de la souveraineté alimentaire .

Objectifs spécifiques et Missions des consultants :

Les objectifs spécifiques découlant de l'objectif général sont, globalement, les suivants :

- **Procéder à une revue critique** et participative des principaux axes de politiques sous - sectorielles de la SDSR relatifs à l'agriculture et une évaluation du PNDA 2015 -2025,
- Analyser l'articulation et la cohérence de la SDSR avec la SCAPP,
- Analyser les contraintes, les menaces, les défis, les opportunités du secteur (SWOT) ;
- Evaluer le bilan alimentaire et nutritionnel au niveau national et régional en relation avec le Commissariat à la Sécurité alimentaire,
- Déterminer sur la base des données statistiques et d'investigations complémentaires les niveaux de production et de productivités atteints en fin 2024 ; les niveaux d'efficience et de maîtrise de l'eau et de mise en valeur des aménagements et périmètres réalisés ;
- **Définir un Plan National d'investissement et de Développement Agricole et aligner ses objectifs et ses résultats attendus** aux orientations et politiques déclinées du Programme présidentiel - Mon Ambition pour la Patrie, afin d'en tirer une vision prospective cohérente du secteur tenant compte de l'approche filière adoptée par le Département,
- Proposer des plans d'actions pour chaque filière agricole. Dans ce cadre des business plans, prenant en compte tous les maillons des chaines de valeur des principales filières seront élaborés (Il s'agit du riz, des spéculations maraichères, plus spécifiquement la tomate, l'oignon et la pomme de terre, des céréales traditionnelles, des cultures fourragères, de la filière oasisienne et des cultures industrielles (sucre). Prendre en considération dans ce cadre les études stratégiques réalisées par les Projets sous tutelle. Il faudra tenir compte dans ces plans d'action de tous les aspects transversaux liés aux services agricoles, aux aménagements hydro agricoles (irrigation, retenues collinaires et décrue améliorée), à la filière semencière, à l'innovation et la recherche, au conseil agricole, à la transformation numérique du secteur agricole, à la formation et aux aspects de traitement de la production (stockage, conservation et transformation) et de commercialisation, ainsi que le désenclavement et la protection contre les phénomènes extrêmes (inondations et sécheresses). Les possibilités d'utilisation des énergies renouvelables dans le secteur seront analysées et les solutions seront prises en compte dans la formulation du nouveau programme ;
- Les aspects environnementaux et sociaux du programme sont analysés et les moyens de renforcer la collaboration avec le Ministère de l'environnement seront proposées ;
- Les possibilités de développement de l'arboriculture fruitière seront explorées ainsi que la diffusion de bonnes pratiques agricoles face aux impacts du changement climatique et la formation sur des techniques d'agroforesterie et d'agro-écologie ; les aspects liés à la préservation de la fertilité des sols seront analysées et les possibilités d'utilisation des nouvelles technologies seront, également, examinées.

Ces programmes tiendront compte aussi des réformes institutionnelles importantes amorcées par le Département et qui consistent à un recadrage des missions des différents établissements sous

tutelles, la relance de la filière semencière, la mise en place d'un système de financement adéquat pour le secteur agricole, la sécurisation foncière et l'harmonisation de la loi d'orientation agropastorale avec la nouvelle restructuration du Secteur rural, érigée en deux Départements distincts.

Il sera tenu compte dans le cadre de ce PNIDA des deux piliers principaux sur lesquels est fondée la Stratégie, à savoir le développement d'une agriculture solidaire orientée, essentiellement, vers les collectivités locales et les organisations socio professionnelles villageoises, et une agriculture tournée vers l'investissement à travers l'implication des promoteurs privés surtout dans le domaine de projet structurant d'envergure, la diversification agricole, l'intensification des cultures et le développement de l'agro-industrie.

La matrice des coûts qui sera élaborée doit tenir compte des financements extérieurs disponibles et des projections des lois de finances retenues du Secteur. Elle mettra en exergue le GAP pour lequel des financements complémentaires seront recherchés ou à réaffecter des fonds disponibles au niveau de certains projets à des activités que le Département juge plus pertinentes. Il y a lieu de proposer un schéma opérationnel de mise en œuvre des actions stratégiques décrites par filière, de manière coordonnée et cohérente sur la base d'une vision globale pour le développement du secteur agricole. Pour atteindre les objectifs ci-dessus, le consultant devra nécessairement :

- **Dégager de façon claire les contraintes** réelles au développement du secteur au plan économique, institutionnel, juridique et social en privilégiant l'analyse par filière;
- **Réaliser un diagnostic** et un bilan exhaustif et critique des politiques économiques antérieures mettant l'accent sur les acquis et les insuffisances de la stratégie du secteur et du plan national de développement agricole ;
- **Réexaminer la Politique au niveau de l'Irrigué** pour étudier sa conformité avec la nouvelle vision stratégique du secteur et formuler des recommandations de nature à améliorer sa compétitivité, sa diversification et son ouverture aux investissements étrangers, surtout, le Développement de partenariat public – privé gagnant - gagnant en tenant compte du Programme récemment défini d'exploitation des ressources agricoles par le développement de projets agricoles structurants de grande envergure (CAB), comme spécifié plus haut dans le point 2;
- **Proposer une stratégie** relative à l'entretien et la maintenance des aménagements hydro agricoles ;
- Comme pour l'agriculture irriguée, étudier et élaborer des **axes stratégiques pour le développement des cultures en zones pluviale et oasisienne**, l'aménagement de retenues collinaires et la restauration des axes hydrauliques et l'amélioration des cultures de décrue et formuler des recommandations de nature à pouvoir réduire l'emprise et la vulnérabilité face aux aléas naturels (climatiques et de prédateurs) et moderniser les modes d'exploitation en vue d'augmenter leurs productivité ;
- **Faire une évaluation critique du système associatif et d'organisation** socioprofessionnelles travaillant dans les domaines agricoles et dégager des propositions concrètes pour renforcer la professionnalisation en milieu rural, la structuration des organisations rurales à même de jouer pleinement son rôle dans le développement du secteur ;
- **Mettre l'accent sur le rôle du secteur dans la création de l'emploi**, l'insertion des jeunes, tout en étudiant l'organisation de l'emploi dans le secteur et la promotion de l'entrepreneuriat et l'emploi dans le secteur.

Le consultant travaillera en étroite collaboration avec les structures du Ministère de l'Agriculture, notamment :

- ▶ Les Chargés de Missions et Conseillers techniques au Cabinet de Monsieur le Ministre ;
- ▶ Les Directions Centrales du Ministère ci-après :
 - La Direction de la Planification, des Statistiques, de la Coopération et du Suivi - Evaluation. Cette Direction sera chargée de la supervision et du suivi et la coordination des activités du Consultant avec les autres structures ;
 - La Direction de Développement des Filières Agricole ;
 - La Direction de l'Aménagement Rural ;
 - La Direction de la Protection des Végétaux ;
 - La Direction des Affaires Administratives et Financières ;

- ▶ Les structures sous tutelle du Ministère de l'Agriculture, notamment, les Etablissements publics ci- après :
 - Le Centre National de Recherche Agronomique et de Développement Agricole (CNRADA) ;
 - L'Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricole (ENFVA) ;
 - La Ferme de M'Pourié ;
 - La Société Nationale pour le Développement Rural (SONADER) ;
 - La Société Nationale de l'Aménagement Agricole et des Travaux (SNAAT) ;
 - La Société Toumour Mauritanie (STM) ;
 - Le Centre National de Lutte Antiacridienne (CNLA) ;
 - Le Laboratoire Patho-Biotechnologie du Palmier Dattier d'Atar (LPPDA) ;
 - la Compagnie Mauritanienne de Sucre et Dérives (COMASUD) ; et
 - Le Centre de formation des coopératives de Boghé.

Il consultera les autres départements concernés (Economie et Finances, Environnement, Affaires Sociales et Famille, Commerce, Industrie et Transformation numérique), les Unions des organisations de producteurs et les Fédérations d'agriculteurs et les acteurs de la chaîne de valeurs agricoles, ainsi que les partenaires du secteur agricole et rural résidents en Mauritanie.

Il reste bien entendu que pour un meilleur cadrage de la mission du consultant la première réunion sera tenue avec Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire pour prendre note de ses orientations en la matière. Une deuxième réunion aura lieu avec Monsieur le Secrétaire Général dans ce même cadre.

III-Résultats attendus

A l'issue de ce travail, le consultant doit soumettre au Ministère les livrables suivants :

- Un rapport d'établissement et une note de cadrage avant le démarrage des prestations ;
- Un rapport diagnostic critique sur l'évaluation de la Stratégie du Développement du Secteur Rural et du Plan National de Développement Agricole (PNDA 2015-2025) à remettre 45 jours après le démarrage de l'étude (M + 45 jours) et ;
- Un rapport présentant le nouveau plan national d'investissement et de développement agricole 2026/2030 (M + 105 jours).

Un atelier de restitution et de partage des résultats de l'étude sera organisé à la remise de la version provisoire du nouveau plan d'investissement et de développement agricole.

Ces différents rapports doivent comporter une proposition d'un nouveau schéma institutionnel permettant une meilleure mise en œuvre des programmes définis dans le nouveau Plan National d'Investissement et la redéfinition d'un cadre de résultats pour le nouveau Plan national de Développement agricole.

IV. Méthodologie

La démarche méthodologique basée sur une approche participative, reposera sur les éléments suivants :

- Rédaction d'une note de compréhension des TdRs et de la méthodologie par le consultant ;
- Réunion de cadrage en début de mission avec les responsables du Ministère de l'Agriculture ;
- Revue documentaire des documents stratégiques du secteur (la SNSA, le PNIASA, le PNDA, la SCAPP et la RISAP, etc.) ;
- Organiser des réunions de travail avec les chargés de Missions et Conseillers au Cabinet du Ministre, avec les directeurs centraux du Ministère, les directeurs des établissements publics sous tutelle et les chefs de programmes et projets ;
- Echanges avec les partenaires techniques et financiers ;
- Consultation des acteurs et organisations de producteurs ;
- Rédaction de rapports en version provisoire ;
- Rédaction des rapports en version finale intégrant les observations des acteurs.

V) Profils des consultants :

Le Consultant doit mobiliser des experts qui doivent justifier des compétences suivantes :

- 9) **Un expert économiste et financier, Chef de mission, spécialiste des Stratégies de Développement**, des plans d'investissement et de Développement ayant une expérience d'au moins 20 ans dans le domaine des fondements, axes et orientations stratégiques d'Investissements et de Développement, notamment, dans le domaine Agricole.
- 10) **Ingénieur agroéconomiste**, spécialiste en planification dans le domaine du Développement et de la planification agricole et rurale et ayant une expérience de plus de dix ans avec une bonne maîtrise de « l'approche systémique » et familier avec l'organisation des filières agricoles et l'élaboration de stratégies et de plan de développement agricole ;
- 11) **Un Expert Juriste foncier** disposant d'une longue expérience de plus de 20 ans dans le domaine et spécialiste des aspects juridiques, de décentralisation, de problématique foncières, de gestion, de sécurisation et de tenure foncière agricole;
- 12) **Un ingénieur du génie rural** disposant d'une expérience avérée d'au moins dix ans dans le domaine des aménagements hydro agricoles, de construction de barrages et d'ouvrages de retenue des eaux, de l'irrigation ,

- 13) **Un Agronome** spécialiste en développement agricole avec une expérience d'au moins dix ans dans la mise en valeur et la diffusion de bonnes pratiques permettant d'améliorer la productivité agricole de manière durable;
- 14) **Un socio économiste** spécialisé dans le domaine, notamment, pour les aspects humains du développement agricole avec une expérience d'au moins dix ans pour tous les aspects liés à la sécurisation foncière, le crédit agricole et la formation des organisations paysannes
- 15) **Un environnementaliste**, disposant d'une expérience de 10 ans dans le domaine de la planification stratégique, cela pour que la composante environnementale soit un élément clé garantissant la durabilité des plans d'actions déclinés du PNIDA.
- 16) **Un spécialiste en suivi évaluation** et en statistiques agricoles avec une expérience d'au moins cinq ans dans la gestion des bases de données et de la diffusion des informations et des connaissances et familiarisé dans la transformation numérique du secteur agricole

Tous ces consultants doivent justifier d'expérience dans le domaine du développement rural, avec une bonne connaissance de la Mauritanie ou de pays avec des contextes similaires, des acquis dans le domaine de la planification et de l'évaluation des politiques publiques ou des stratégies nationales dans le secteur du développement rural. D'excellentes capacités de rédaction et de synthèse sont requises.

VI) Lieu et durée :

Cette étude sera réalisée à Nouakchott avec des missions dans les différentes zones de production (par système), et se déroulera sur une durée de 4 mois à partir de la signature des contrats de prestation de service.